

L'inflation n'est qu'une conséquence d'un système financier et économique déficient. Seule une réforme profonde de ce système peut corriger les maux économiques que nous subissons présentement. Si la dépression continue de s'aggraver, tout le monde subira les effets de cette crise parce que celle-ci risque de voir les bases mêmes de notre société détruites par ceux qui souffriront. L'avenir de notre peuple dépend en grande partie de notre succès dans cette tâche gigantesque qui consiste à renseigner tous les Canadiens au sujet du danger qui nous guette.

Notre société ne pourra pas survivre longtemps au système économique déficient qui l'entraîne vers la catastrophe. Pour corriger cette situation, il faut d'abord analyser les principales causes qui paralysent notre économie et qui entraînent des milliers de personnes dans le chômage.

Dans le budget qui nous a été présenté le 23 juin, nous pouvons considérer au chapitre des dépenses que le service de la dette publique est de l'ordre de 3 milliards 740 millions de dollars pour le prochain exercice financier, ce qui représente tout de même la jolie somme de 10 millions par jour qu'on doit payer sur notre dette publique à chaque lever du soleil, avant qu'on ait commencé à travailler. Notre dette nationale a atteint le chiffre astronomique de 55 milliards alors qu'elle n'était que de 75 millions en 1867, ce qui revient à dire que, dans notre société civilisée, plus un peuple travaille, plus un pays est développé par le travail de ses habitants, plus il s'endette et plus il devient l'esclave de ceux qui contrôlent son système monétaire.

Je tiens à faire remarquer également que cet endettement progressif existe pour les provinces, les municipalités et les commissions scolaires. Et je voudrais citer ici la progression de la dette nationale au cours des huit dernières années, d'après une question posée au *Feuilleton*, la question n° 2238, qui a été publiée au hasard. On nous dit que la dette nationale de notre pays en 1967 était de 30 milliards, en 1973 de 51 milliards, et en 1974 de 55 milliards, ce qui veut dire 25 milliards d'augmentation dans l'espace de sept ans. Où allons-nous?

Ce n'est pas étonnant que ça coûte énormément cher pour payer les intérêts sur une dette qui progresse aussi rapidement, et on donne également la progression de la dette pour chacune des provinces. J'invite les parlementaires à consulter ce tableau très important. C'est alors qu'on va se rendre compte pourquoi les municipalités ne sont plus capables de s'acquitter de leurs responsabilités. Car 60 p. 100 de nos municipalités sont obligées de prendre 75 p. 100 de leurs revenus pour payer le service de la dette. Alors, je pense qu'il est temps que l'on fasse quelque chose dans ce domaine.

Les taux d'intérêt abusifs que nous connaissons sont une cause de l'inflation. Mais comment alors, monsieur le président, en arriver à pouvoir financer le secteur public sans continuer de s'endetter davantage? C'est la question qu'on doit se poser. On nous dit souvent: Vous, les membres de l'opposition, vous critiquez, mais vous ne proposez rien. Alors je voudrais bien qu'on écoute sérieusement les propositions que je fais, et également les autres propositions qui ont été faites précédemment. On veut améliorer la situation, alors j'espère que tous ensemble on réussira.

Je voudrais, monsieur le président, faire des propositions bien concrètes et je demande au ministre des Finances de bien vouloir les considérer avec attention, et de prendre les moyens nécessaires pour qu'elles soient mises en application. Ces moyens que nous suggérons ne feront certainement pas des miracles, mais ne seront pas non plus de nature à en arriver à des résultats plus mauvais que

Budget—M. Lambert (Bellechasse)

ceux que nous connaissons avec les formules utilisées jusqu'à maintenant.

Premièrement, le gouvernement devrait contrôler toute la masse monétaire au Canada, en utilisant la véritable banque des Canadiens, soit la Banque du Canada, qui en détient actuellement seulement le 1/12 et pourtant tous les Canadiens sont des actionnaires de cette Banque.

Je voudrais, monsieur le président, citer un article, publié par *The Spectator* en juillet 1972, et je cite:

Dans une véritable démocratie le gouvernement se compose de personnes qui ont été élues par une majorité et ont toute liberté pour servir les principaux intérêts de ceux qu'ils représentent.

J'approuve cette idée. De toute évidence, et de bien des façons, la volonté du peuple n'est pas respectée. Ainsi, plus de 600,000 personnes sont sans emploi au Canada alors que, selon moi, il y a énormément de travail utile à exécuter. Le Canada a un besoin urgent de plusieurs centaines de milliers de nouvelles habitations pour les familles à revenus moyens, à revenus inférieurs.

La tendance actuelle à construire en hauteur fait beaucoup trop penser à la mise en boîte des individus et détruit la vie familiale. Or, il faudra orienter notre politique dans un autre sens. Pour atteindre ces objectifs, le Canada a de la main-d'œuvre, des matériaux et du savoir-faire en suffisance. Le seul obstacle majeur est le coût excessif de l'emprunt pour financer de tels projets. C'est une barrière.

Il y a maintenant plusieurs années, le gouvernement, pour des raisons qui n'ont jamais été très claires, a laissé aux banques privées le privilège de créer de 90 à 95 p. 100 du total des ressources monétaires de la nation sous forme de dépôts bancaires. Et ces banques ne sont naturellement disposées à ne prêter qu'aux emprunteurs capables d'en payer un intérêt. Ce sont elles qui décident encore des activités pour lesquelles elles créent et prêtent de l'argent, en grande partie destiné à toutes sortes d'activités spéculatives et de luxe, aux dépens des besoins essentiels de la masse.

Le gouvernement lui-même est un client des institutions privées, et il est évident que ceci contrôle ainsi les cordons de la bourse qui sont à même d'orienter et de surveiller ces politiques.

L'ancien premier ministre du Canada, M. Mackenzie King, déclarait dans un article intitulé:

Les problèmes tels que je les vois,

Cela a été publié dans le magazine *Maclean* du 15 septembre 1935. Il a écrit ceci:

Quand une nation renonce au contrôle de sa monnaie et du crédit, peu importe qui fait ses lois, car l'usure, une fois installée finit par la ruiner. Tant que l'on ne restituera pas au gouvernement ce contrôle, et tant que l'on ne le reconnaîtra pas comme étant la responsabilité la plus manifeste et la plus sacrée, toute discussion sur la souveraineté du Parlement et sur la démocratie sera vaine.

C'est M. King, ancien premier ministre du Canada, qui a écrit cet article.

Les banques privées ne devraient pas être chargées de créer des emplois pour tous les travailleurs, ni de veiller à ce que l'argent nouvellement mis en circulation soit consacré à des domaines qui permettent aux gens de subvenir à leurs propres besoins essentiels. De toute évidence, il s'agit là de la responsabilité première du gouvernement, qui rassemble les représentants élus du peuple. C'est à ce niveau qu'il a échoué lamentablement à venir jusqu'à date. Il est clair, monsieur le président, que la solution des problèmes économiques et sociaux urgents du pays exige que le gouvernement élu, que le Parlement en action, et non la banque privée, tienne le gouvernail pour guider le vaisseau de l'État.